

Paru dans Le Devoir du samedi 8 mai 2004, p. c1

Eric Hayes au Devoir

L'élargissement de l'Union européenne, une chance pour le Canada

Desrosiers, Éric

Le Canada trouvera son compte dans l'élargissement de l'Union européenne. L'arrivée, la semaine dernière, de dix nouveaux pays issus principalement de l'Europe de l'Est aux côtés des 15 membres existants non seulement renforcera la paix et la stabilité sur le continent européen, estime Eric Hayes, chef de la délégation de la Commission européenne au Canada, mais y offrira aussi de nouvelles occasions d'investissement et de commerce.

«Je suis convaincu que l'élargissement sera quelque chose de très positif pour le Canada, a-t-il affirmé cette semaine en entrevue au Devoir. D'une part parce que c'est un pays qui a envoyé deux générations de sa jeunesse se battre en Europe pour y défendre la liberté et la paix et que l'élargissement, en étendant la zone de paix et de stabilité, réduit considérablement les risques de conflits en Europe.»

Il sera aussi intéressant en matière économique, poursuit-il. Pour accéder à l'Union, ses dix nouveaux membres ont en effet été obligés de réduire en moyenne de plus de la moitié leurs barrières commerciales. Pour les investisseurs, cela signifie également que, depuis le 1er mai, «quiconque s'établit en Pologne, ou dans l'un ou l'autre de ces pays dont la main-d'oeuvre est bien formée et moins chère qu'ailleurs, a maintenant accès à un marché de 25 pays et de 450 millions de personnes, représentant le quart du PIB mondial».

Le poids grandissant de l'Union européenne sur la scène internationale s'avère aussi une chance pour le Canada en matière diplomatique, explique l'ambassadeur. Il confèrera plus d'influence à une certaine vision commune du monde privilégiant la logique multilatérale et qui s'est récemment exprimée en ce qui a trait à la crise irakienne, au traité de Kyoto, aux mines terrestres, à la Cour pénale internationale ou aux processus de paix au Moyen-Orient. Une vision commune que l'Union européenne et le Canada voudraient d'ailleurs voir mener, dans l'avenir, à une «coopération plus opérationnelle, plus proactive».

Constitution et budget

Il reste toutefois encore beaucoup de travail à faire pour permettre une intégration harmonieuse des dix nouveaux venus au sein de l'Union européenne, convient-il.

Il faudra en premier lieu concrétiser le récent débloccage des négociations en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution. Tout le monde convient que les règles conçues il y a presque cinquante ans, alors que l'Europe ne comptait que six membres, ne conviennent pas à un ensemble qui en a aujourd'hui 25 et qui pourrait bientôt en avoir 30, peut-être 35, en commençant par l'addition de la Bulgarie, de la Roumanie, des ex-républiques yougoslaves ou encore de la Turquie. L'entente est beaucoup plus difficile à obtenir lorsque vient le temps de décider de combien de votes disposera chacun des pays ou des fonctions d'un éventuel président de l'Europe. On verra à la réunion des chefs d'État et des gouvernements du mois prochain si le dernier compromis élaboré en ce domaine résistera à ces tensions. Restera ensuite l'étape non moins incertaine de la ratification par chaque pays membre et son cortège de référendums.

Les 25 devront également s'entendre durant les prochains mois sur la question non moins délicate du budget communautaire qui couvrira la période allant de 2007 à 2013. Les dix nouveaux membres savent d'ores et déjà que leurs agriculteurs n'auront pas droit aux mêmes niveaux d'aide financière que les autres. Plusieurs régions du Portugal, de la Grèce ou de l'Espagne se doutent bien, quant à elles, que l'arrivée dans l'Union de pays beaucoup plus pauvres qu'elles réduira considérablement les sommes qui leur étaient autrefois dévolues sous forme de fonds structurels pour rattraper la moyenne européenne. Sans parler des pays les plus riches qui ont fait savoir qu'ils souhaitaient que le budget communautaire soit désormais plafonné à 1 % du PIB européen plutôt que 1,27 %, histoire de les aider à faire face à leur propre déficit budgétaire.

Jusqu'où ira l'agrandissement des frontières de l'Union? «C'est une bonne question, à laquelle personne ne veut répondre pour le moment, constate Eric Hayes. Le projet a toujours eu l'élargissement pour vocation. [...] Mais on devra augmenter le niveau d'entente et de coopération avec nos nouveaux membres avant d'envisager de nouvelles vagues d'élargissement.»

Entre-temps, l'Union européenne entend approfondir ses relations économiques et politiques avec ses voisins d'Afrique du Nord ou russe, que ces derniers soient destinés ou non à se joindre un jour à elle. Elle entend également continuer de tisser son réseau à la grandeur de la planète. Notamment avec le Canada, avec lequel on cherchera dans les prochains mois à conclure un «nouveau type d'accord», visant non plus à éliminer des barrières douanières qui n'existent pratiquement plus, mais plutôt à harmoniser les réglementations et modes de fonctionnement des uns et des autres. Et aussi avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), avec lequel l'Union européenne serait sur le point d'arriver à une importante entente commerciale.

Catégorie : Économie

Sujet(s) uniforme(s) : Politique extérieure et relations internationales

Type(s) d'article : Article

Taille : Moyen, 589 mots

© 2004 Le Devoir. Tous droits réservés.

Doc. : news·20040508·LE·54122

Ce matériel est protégé par les droits d'auteur. Tous droits réservés. ©
2004 CEDROM-SNi